

entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021 pour les dispositions statutaires découlant des actes notariés reçus en Belgique, et pour les autres actes au jour où la partie du système de base de données électronique consultable publiquement visé à l'article 2:7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code qui leur est applicable, devient opérationnelle. Cette date est publiée par avis au *Moniteur belge*.

Pour les personnes morales dont les délégations statutaires du pouvoir de représentation existantes ne sont pas encore déposées et conservées conformément à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du même Code au jour de l'entrée en vigueur de cette obligation, ce dépôt aura lieu ensemble avec le premier dépôt d'une nouvelle version coordonnée des statuts qui suit.

**Art. 34.** Les articles 3 à 5, 6, 2°, 7, 2°, 8 à 10 et 26 à 29 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
V. VANQUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
V. VANQUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : 55 2047

Compte rendu intégral : 8 juillet 2021.

latere wijzigingen en opheffingen daarvan treedt in werking op 1 augustus 2021 voor de statutaire bepalingen die voortvloeien uit in België verleden notariële akten, en voor de andere akten op de dag waarop het deel van het openbaar raadpleegbaar elektronisch databanksysteem bedoeld in artikel 2:7, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek dat op hen van toepassing is, operationeel wordt. Deze datum wordt bij een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Voor de rechtspersonen waarvan de bestaande statutaire delegaties van de vertegenwoordigingsbevoegdheid nog niet zijn neergelegd en bewaard overeenkomstig artikel 2:7, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek op de datum van inwerkingtreding van deze verplichting, zal deze neerlegging geschieden gelijktijdig met de eerstvolgende neerlegging van een nieuwe gecoördineerde versie van de statuten.

**Art. 34.** De artikelen 3 tot 5, 6, 2°, 7, 2°, 8 tot 10 en 26 tot 29 treden in werking op 1 augustus 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
V. VANQUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,  
V. VANQUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken: 55 2047

Integraal Verslag : 8 juli 2021

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/203289]

27 JUNI 2021. — Loi allongeant le congé de deuil accordé lors du décès du partenaire ou d'un enfant et flexibilisant la prise du congé de deuil

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** L'intitulé de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles est remplacé par l'intitulé suivant :

« arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles ».

**Art. 3.** Dans l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, il est inséré un article 1<sup>er</sup>bis, rédigé comme suit :

« 1<sup>er</sup>bis. Définitions :

1° placement familial de longue durée : placement familial tel que défini à l'article 30sexies, § 6, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et dans le cadre duquel l'enfant est inscrit comme faisant partie du ménage dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune de résidence du ménage, du ou des parents d'accueil;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/203289]

27 JUNI 2021. — Wet tot uitbreiding van het rouwverlof bij het overlijden van een partner of een kind en tot het flexibiliseren van de opname van het rouwverlof

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten wordt vervangen als volgt :

“koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten”.

**Art. 3.** In het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende :

“1bis. Definities :

1° langdurige pleegzorg : pleegzorg zoals omschreven in artikel 30sexies, § 6, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en waarbij het kind als deel uitmakend van dat gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het gezin, de pleegouder of pleegouders zijn/hun verblijfplaats heeft/hebben is ingeschreven;

2° placement familial de courte durée : toutes les formes de placement familial qui ne remplissent pas les conditions du placement familial de longue durée;

3° enfant placé : l'enfant pour lequel le travailleur ou sa conjointe ou partenaire cohabitante, dans le cadre du placement familial, a été désigné par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, ou par les services communautaires compétents de la Protection de la jeunesse;

4° père et mère d'accueil : le parent d'accueil qui, dans le cadre du placement familial, a été désigné par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, ou par les services communautaires compétents de la Protection de la jeunesse. ».

**Art. 4.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, les modifications suivantes sont apportées :

1° le V. est remplacé par ce qui suit :

« V. a) Motif de l'absence : décès du conjoint ou du partenaire cohabitant, d'un enfant du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant ou décès d'un enfant placé dans le cadre d'un placement de longue durée au moment du décès ou dans le passé.

b) Durée de l'absence : dix jours dont trois jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles et sept jours à choisir par le travailleur dans une période d'un an à dater du jour du décès. À la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur, il peut être dérogé aux deux périodes durant lesquelles ces jours doivent être pris. »;

2° il est inséré un V./1, rédigé comme suit :

« V./1. a) Motif de l'absence : décès du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère ou de la seconde femme du père du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant.

b) Durée de l'absence : trois jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles. À la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur, il peut être dérogé à la période durant lesquelles ces jours doivent être pris. »;

3° il est inséré un V./2, rédigé comme suit :

« V./2. a) Motif de l'absence : décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil du travailleur dans le cadre du placement de longue durée au moment du décès.

b) Durée de l'absence : trois jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles. À la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur, il peut être dérogé à la période durant lesquelles ces jours doivent être pris. »;

4° le VI. est remplacé par ce qui suit :

« VI. a) Motif de l'absence : Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant, d'un gendre ou d'une bru ou d'un partenaire cohabitant habitant chez le travailleur.

b) Durée de l'absence : deux jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles. À la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur, il peut être dérogé à cette période. »;

5° le VII. est remplacé par ce qui suit :

« VII. a) Motif de l'absence : Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant, d'un gendre ou d'une bru ou d'un partenaire cohabitant n'habitant pas chez le travailleur.

b) Durée de l'absence : 1 jour à prendre par le travailleur le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur. »;

6° il est inséré un VII/1, rédigé comme suit :

« VII/1. a) Motif de l'absence : Décès d'un enfant placé du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant dans le cadre du placement de courte durée au moment du décès.

2° kortdurende pleegzorg : alle vormen van pleegzorg die niet voldoen aan de voorwaarden van langdurige pleegzorg;

3° pleegkind : het kind waarvoor de werknemer of zijn echtgenote of samenwonende partner in het kader van pleegzorg is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming;

4° pleegvader en -moeder : de pleegouder die in het kader van pleegzorg is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming."

**Art. 4.** In artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder V. wordt vervangen als volgt :

"V. a) Reden van de afwezigheid : overlijden van de echtgenoot of echtgenote of samenwonende partner, van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner of overlijden van een pleegkind in het kader van een langdurige pleegzorg op het moment van het overlijden of in het verleden.

b) Duur van de afwezigheid : tien dagen waarbij drie dagen door de werknemer te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en zeven dagen door de werknemer te kiezen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever."

2° er wordt een bepaling onder V./1 ingevoegd, luidende :

"V./1. a) Reden van afwezigheid : overlijden van de vader, moeder, schoonvader, stiefvader, schoonmoeder, stiefmoeder van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner.

b) Duur van de afwezigheid : drie dagen door de werknemer te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever."

3° er wordt een bepaling onder V./2 ingevoegd, luidende :

"V./2. a) Reden van afwezigheid : overlijden van de pleegvader of pleegmoeder van de werknemer in het kader van langdurige pleegzorg op het moment van het overlijden.

b) Duur van de afwezigheid : drie dagen door de werknemer te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever."

4° de bepaling onder VI. wordt vervangen als volgt :

"VI. a) Reden van afwezigheid : Overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de grootvader, de grootmoeder, van een kleinkind, overgrootvader, overgrootmoeder, achterkleinkind, schoonzoon, schoondochter van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, die bij de werknemer inwoont.

b) Duur van de afwezigheid : twee dagen door de werknemer te kiezen in de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt met de dag van de begrafenis. Er kan van deze periode worden afgeweken op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever."

5° de bepaling onder VII. wordt vervangen als volgt :

"VII. a) Reden van afwezigheid : Overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de grootvader, de grootmoeder, van een kleinkind, overgrootvader, overgrootmoeder, achterkleinkind, schoonzoon, schoondochter van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, die niet bij de werknemer inwoont.

b) Duur van de afwezigheid : 1 dag door de werknemer op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever."

6° er wordt een bepaling onder VII/1 ingevoegd, luidende :

"VII/1. a) Reden van afwezigheid : Overlijden van een pleegkind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner in het kader van kortdurende pleegzorg op het moment van het overlijden.

b) Durée de l'absence: 1 jour à prendre par le travailleur le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande du travailleur et moyennant l'accord de l'employeur. ».

**Art. 5.** L'article 4 du même arrêté royal est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il est inséré un paragraphe 6, rédigé comme suit :

« § 6. Si l'incapacité de travail suit immédiatement une période d'absence en raison du décès de l'époux, de l'épouse, du partenaire cohabitant, d'un enfant du travailleur ou de son époux, épouse ou partenaire cohabitant, les jours d'absence qui sont accordés conformément à l'article 2, 5°, de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, sont imputés à partir du quatrième jour sur la période de la rémunération garantie prévue dans le présent article, à condition que ce quatrième jour suive un troisième jour d'absence autorisé conformément à l'article 2, 5°, de l'arrêté royal précité. ».

**Art. 7.** Dans l'article 70 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Si l'incapacité de travail résultant d'une maladie autre qu'une maladie professionnelle ou d'un accident autre qu'un accident de travail ou un accident survenu sur le chemin du travail immédiatement une période d'absence en raison du décès de l'époux, de l'épouse ou du partenaire cohabitant, d'un enfant du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant, ces jours d'absence qui sont accordés conformément à l'article 2, 5°, de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, sont imputés à partir du quatrième jour sur la période de trente jours visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à condition que ce quatrième jour suive un troisième jour d'absence autorisé conformément à l'article 2, 5°, de l'arrêté royal précité. ».

**Art. 8.** Dans l'article 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les mots « et § 6, » sont insérés entre les mots « articles 52, § 1<sup>er</sup> » et les mots « et 53 ».

**Art. 9.** Dans l'article 112 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Si l'incapacité de travail résultant d'une maladie autre qu'une maladie professionnelle ou d'un accident autre qu'un accident de travail ou un accident survenu sur le chemin du travail coïncide avec l'absence due au décès du conjoint, du partenaire cohabitant ou d'un enfant du travailleur domestique ou de son conjoint ou partenaire cohabitant, les jours d'absence qui sont accordés sur la base de l'article 2, 5°, de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles sont calculés à partir du quatrième jour sur la période du salaire garanti comme prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à condition que ce quatrième jour corresponde à un troisième jour d'absence accordé sur la base de l'article 2, 5°, de l'arrêté royal précité. ».

**Art. 10.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, remplacé par l'arrêté royal du 14 novembre 2011, il est inséré un 4°, un 5°, un 6° et un 7°, rédigés comme suit :

« 4° placement familial de longue durée: le placement décrit à l'article 30sexies, § 6, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et dans le cadre duquel l'enfant est inscrit en tant que membre de cette famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où la famille, le parent d'accueil ou les parents d'accueil ont leur résidence;

5° placement familial de courte durée: toutes les formes de placement familial qui ne remplissent pas les conditions du placement familial de longue durée;

b) Duur van de afwezigheid : 1 dag door de werknemer op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van de werknemer mits een akkoord van de werkgever.".

**Art. 5.** Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidende :

" § 6. In geval de arbeidsongeschiktheid aansluit op de afwezigheid wegens het overlijden van de echtgenoot of echtgenote of samenwonende partner, van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, worden de dagen van afwezigheid die op grond van artikel 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten worden toegekend, vanaf de vierde dag aangerekend op de periode van het gewaarborgd loon zoals bepaald in dit artikel, op voorwaarde dat deze vierde dag aansluit op een derde dag afwezigheid toegestaan op grond van artikel 2, 5°, van het voormelde koninklijk besluit.".

**Art. 7.** In artikel 70 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

"In geval de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte andere dan een beroepsziekte, of ten gevolge van een ongeval, ander dan een arbeidsongeval of een ongeval van of naar het werk aansluit op de afwezigheid wegens het overlijden van de echtgenoot of echtgenote of samenwonende partner, van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, worden deze dagen van afwezigheid die op grond van artikel 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten worden toegekend, vanaf de vierde dag aangerekend op de periode van dertig dagen bedoeld in het eerste lid, op voorwaarde dat deze vierde dag aansluit op een derde dag afwezigheid toegestaan op grond van artikel 2, 5°, van het voormelde koninklijk besluit.".

**Art. 8.** In artikel 71 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt tussen de woorden "artikelen 52, § 1," en de woorden "en 53" de woorden "en § 6," ingevoegd.

**Art. 9.** In artikel 112 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een derde lid ingevoegd, luidende :

"In geval de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte andere dan een beroepsziekte, of ten gevolge van een ongeval, ander dan een arbeidsongeval of een ongeval van of naar het werk aansluit op de afwezigheid wegens het overlijden van de echtgenoot of echtgenote of samenwonende partner, van een kind van de dienstbode of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, worden de dagen van afwezigheid die op grond van artikel 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten worden toegekend, vanaf de vierde dag aangerekend op de periode van het gewaarborgd loon zoals bepaald in het eerste lid, op voorwaarde dat deze vierde dag aansluit op een derde dag afwezigheid toegestaan op grond van artikel 2, 5°, van het voormelde koninklijk besluit.".

**Art. 10.** In artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 november 2011 worden de bepalingen onder 4°, 5°, 6° en 7° ingevoegd, luidende :

4° langdurige pleegzorg: pleegzorg zoals omschreven in artikel 30sexies, § 6, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en waarbij het kind als deel uitmakend van dat gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het gezin, de pleegouder of pleegouders zijn/hun verblijfplaats heeft/hebben is ingeschreven;

5° kortdurende pleegzorg: alle vormen van pleegzorg die niet voldoen aan de voorwaarden van langdurige pleegzorg;

6° enfant placé : l'enfant pour lequel l'agent, son conjoint ou son partenaire cohabitant a été désigné dans le cadre du placement familial par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents en matière de protection de la jeunesse;

7° père ou mère d'accueil : le parent d'accueil qui a été désigné dans le cadre du placement familial par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents en matière de protection de la jeunesse. ».

**Art. 11.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, remplacé par l'arrêté royal du 14 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le décès du conjoint de l'agent, le décès de l'enfant naturel, de l'enfant adoptif ou de l'enfant qui était, au moment du décès ou avant celui-ci, placé chez l'agent ou chez son conjoint dans le cadre d'un placement familial de longue durée, ou le décès de son conjoint : 10 jours ouvrables, dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord de l'employeur, aux deux périodes au cours desquelles ces jours de congé doivent être pris; »;

2° il est inséré un 3°/1 rédigé comme suit :

« 3°/1. le décès du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, de la belle-fille, du beau-fils de l'agent ou de son conjoint: quatre jours ouvrables dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et un jour ouvrable à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord de l'employeur, aux deux périodes au cours desquelles ces jours ouvrables doivent être pris; »;

3° il est inséré un 3°/2 rédigé comme suit :

« 3°/2. le décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels l'agent était placé dans le cadre d'un placement familial de longue durée au moment du décès: quatre jours ouvrables, dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et un jour ouvrable à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord de l'employeur, aux deux périodes au cours desquelles ces jours ouvrables doivent être pris; »;

4° il est inséré un 7°/1 rédigé comme suit :

« 7°/1. le décès d'un enfant qui était placé auprès de l'agent ou de son conjoint dans le cadre d'un placement familial de courte durée au moment du décès : un jour ouvrable. ».

**Art. 12.** Dans le même arrêté royal, l'article 15*bis*, abrogé par l'arrêté royal du 14 novembre 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 15*bis*. Si un congé résultant d'une maladie autre qu'une maladie professionnelle, ou d'un accident autre qu'un accident du travail ou qu'un accident survenu sur le chemin du travail, suit directement l'absence résultant du congé de circonstance accordé conformément à l'article 15, 3°, les jours du congé de circonstance pris à partir du cinquième jour sont décomptés du solde des congés auxquels donne droit l'article 41 du présent arrêté, à condition que le cinquième jour suive un quatrième jour d'absence autorisé conformément à l'article 15, 3°. ».

**Art. 13.** Dans l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, il est inséré un article 18*ter*, rédigé comme suit :

« Art. 18*ter*. Une allocation est accordée aux travailleurs indépendants qui interrompent temporairement leur activité professionnelle en raison du décès de leur conjoint ou leur partenaire cohabitant, du décès de leur enfant naturel ou adoptif ou de l'enfant naturel ou adoptif de leur conjoint ou partenaire cohabitant ou du décès d'un enfant pour lequel, dans le cadre d'un placement familial de longue durée défini à l'article 30*sexies*, § 6, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le travailleur indépendant, son conjoint ou partenaire cohabitant a été désigné comme parent d'accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, par les services régionaux de l'Aide à la Jeunesse et qui, au moment du décès ou précédemment, était inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune dans laquelle il a sa résidence comme

6° pleegkind : het kind waarvoor de ambtenaar of zijn echtgenote of samenwonende partner in het kader van pleegzorg is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming;

7° pleegvader en -moeder : de pleegouder die in het kader van pleegzorg is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming.".

**Art. 11.** In artikel 15, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

"3° overlijden van de echtgeno(o)t(e) van de ambtenaar, overlijden van het natuurlijk kind, adoptiekind of pleegkind in het kader van langdurige pleegzorg op het moment van het overlijden of in het verleden, van de ambtenaar, of van diens echtgeno(o)t(e) : 10 werkdagen, waarbij drie werkdagen door de ambtenaar te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en zeven werkdagen door de ambtenaar te kiezen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze verlofdagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de ambtenaar mits een akkoord van de werkgever;"

2° er wordt een bepaling onder 3°/1 ingevoegd, luidende :

"3°/1. overlijden van de vader, moeder, schoonvader, stiefvader, schoonmoeder, stiefmoeder, schoondochter, schoonzoon van de ambtenaar of van zijn echtgeno(o)t(e) : vier werkdagen waarbij drie werkdagen door de ambtenaar te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en één werkdag door de ambtenaar te kiezen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze werkdagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de ambtenaar mits een akkoord van de werkgever;"

3° er wordt een bepaling onder 3°/2 ingevoegd, luidende :

"3°/2. overlijden van de pleegvader of pleegmoeder van de ambtenaar in het kader van langdurige pleegzorg op het moment van het overlijden: vier werkdagen waarbij drie werkdagen door de ambtenaar te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en één werkdag door de ambtenaar te kiezen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze werkdagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de ambtenaar mits een akkoord van de werkgever;"

4° er wordt een bepaling onder 7°/1 ingevoegd, luidende :

"7°/1. overlijden van een pleegkind van de ambtenaar of van zijn echtgeno(o)t(e) in het kader van kortdurende pleegzorg op het moment van het overlijden : een werkdag."

**Art. 12.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 15*bis*, opgeheven bij het koninklijk besluit van 14 november 2011, hersteld als volgt:

"Art. 15*bis*. In geval een verlof wegens ziekte andere dan een beroepsziekte, of ten gevolge van een ongeval, ander dan een arbeidsongeval of een ongeval van of naar het werk, aansluit op de afwezigheid wegens het omstandigheidsverlof dat op grond van artikel 15, 3°, wordt toegekend, dan worden de opgenomen dagen van omstandigheidsverlof vanaf de vijfde dag in mindering gebracht van het saldo van de verloven waarop artikel 41 van dit besluit recht geeft, op voorwaarde dat deze vijfde dag aansluit op een vierde dag afwezigheid toegestaan op grond van artikel 15, 3°."

**Art. 13.** In het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, wordt een artikel 18*ter* ingevoegd, luidende:

"Art. 18*ter*. Een uitkering wordt toegekend ten gunste van de zelfstandigen die tijdelijk hun beroepsactiviteit onderbreken vanwege het overlijden van hun echtgenoot of samenwonende partner, het overlijden van hun natuurlijk kind of adoptiekind of het natuurlijk kind of adoptiekind van hun echtgenoot of samenwonende partner of het overlijden van een pleegkind waarbij in het kader van een langdurige pleegzorg zoals omschreven in artikel 30*sexies*, § 6, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de zelfstandige of zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming en dat het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente

faisant partie de son ménage. Le montant de l'allocation est fixé en fonction d'une période d'interruption de dix jours.

Sont visés par cette allocation, les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants, qui sont assujettis comme travailleur indépendant à titre principal au présent arrêté. L'action en paiement ou en répétition de cette allocation se prescrit après un an.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre le champ d'application personnel et matériel de l'allocation et en fixer les règles d'octroi, à savoir :

- 1° les conditions d'octroi;
- 2° les institutions et organismes compétents pour l'octroi et la gestion;
- 3° la procédure de demande;
- 4° le montant et le mode de paiement."

**Art. 14.** Le Roi est habilité à modifier, abroger ou remplacer les dispositions visées aux articles 2 à 4 et 9 à 11.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE  
La Ministre de la Fonction publique,  
P. DE SUTTER

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

—————  
Note

- (1) Note :  
Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) :  
*Documents* : Doc 55 0643/ (2019/2020):  
001 : Proposition de loi de Mme Lanjri.  
002 à 004 : Amendements.  
005 : Rapport.  
006 : Texte adopté par la commission.  
007 et 008 : Amendements.  
009 : Rapport complémentaire.  
010 : Texte adopté par la commission.  
011 : Amendements.  
012 : Texte adopté par la séance plénière et soumis à la sanction royale.  
*Compte rendu intégral* : 17 juin 2020

waar hij zijn verblijfplaats heeft is ingeschreven op het moment van het overlijden of in het verleden. Het bedrag van de uitkering wordt vastgesteld op basis van een periode van werkonderbreking van tien dagen.

Worden beoogd door deze uitkering, de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten, die als zelfstandige in hoofdberoep onderworpen zijn aan dit besluit. De vordering tot uitbetaling of tot terugbetaling van deze uitkering verjaart na één jaar.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het persoonlijk en materieel toepassingsgebied van de uitkering uitbreiden en de toekenningsregels van deze uitkering bepalen, aangaande :

- 1° de toekenningsvoorwaarden;
- 2° de instellingen en organen bevoegd voor de toekenning en het beheer;
- 3° de aanvraagprocedure;
- 4° het bedrag en de betalingswijze."

**Art. 14.** De Koning wordt gemachtigd de in de artikelen 2 tot 4 en artikelen 9 tot 11 bedoelde bepalingen te wijzigen, op te heffen of te vervangen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
P. DE SUTTER

Met 's Lands zegel gezegd:  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

—————  
Nota

- (1) Nota :  
Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :  
*Stukken* : Doc 55 0643/ (2019/2020) :  
001 : Wetsvoorstel van mevrouw Lanjri.  
002 tot 004 : Amendementen.  
005 : Verslag.  
006 : Tekst aangenomen door de commissie.  
007 en 008 : Amendementen.  
009 : Aanvullend verslag.  
010 : Tekst aangenomen door de commissie.  
011 : Amendementen.  
012 : Tekst aangenomen door de plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.  
*Integraal verslag* : 17 juni 2020

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/31908]

**4 JUILLET 2021. — Loi portant transposition de directives et mise en oeuvre de règlements européens en matière financière (I) (1). — Errata**

Au *Moniteur belge* du 13 juillet 2021, n° 195, acte n° 2021/42442, pages 70294, il y a lieu de lire le titre en néerlandais "Wet tot omzetting van Europese richtlijnen en tenuitvoerlegging van Europese verordeningen over financiële aangelegenheden (I) (1)" à la place de "Wet betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget (I) (1) ;"

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/31908]

**4 JULI 2021. — Wet betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget (I) (1). — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 2021, nr. 195, akte nr. 2021/42442, bladzijde 70294, dient men de titel in het nederlands "Wet tot omzetting van Europese richtlijnen en tenuitvoerlegging van Europese verordeningen over financiële aangelegenheden (I) (1)" te lezen in plaats van "Wet betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget (I) (1) ;"